

**N'OUBLIE PAS !**

**BELOYANNIS CALOUMENOS ARGYRIADES BATISIS** (en Grèce)

**ADROVER FONT PEREZ PEDRERO PONS ARGILES AMIR GRUANA URREZ PINA** (en Espagne)

Neuf travailleurs tombés pour leur classe sous les balles atlantiques

**LA VÉRITÉ**

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

**PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11<sup>e</sup>) - Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris

# PINAY TOMBERA devant l'unité réalisée

EN réponse aux mesures dites de « défense du franc », qui ne pouvaient tromper personne et surtout pas les travailleurs, témoins de l'enthousiasme des mercantis et victimes des manœuvres de leurs exploitateurs, des luttes se sont déclenchées ou se sont élargies.

À Brest, dans l'Hérault, les travailleurs ont engagé la lutte dans l'unité. La lutte unitaire s'est également dans la Loire. Les d'attendre l'accord général des directions, les prolétaires leur montrent la voie en se mettant d'accord sur des programmes de revendications qui permettent la lutte en commun.

Mais face à un front bourgeois, prosaïquement ressuscité autour du patron Pinay en lequel chaque capitaliste se reconnaît, ces actions sont insuffisantes et ceux qui sont dans la lutte le ressentent bien.

L'offensive de la bourgeoisie est totale, et par conséquent politique et dans celle-ci la bataille contre l'échelle mobile n'est qu'une première étape dans la campagne générale pour faire payer à la classe ouvrière la facture de préparation à la guerre présentée à Lisbonne.

La réponse de la classe ouvrière doit être également totale et politique. De nombreuses conditions existent pour cela. Les articles de nos correspondants montrent combien est large la compréhension ouvrière de l'enjeu des combats qui commencent, combien est générale la volonté de lutte de l'unité. D'autre part, les vieux partis ouvriers sont contraints au Parlement à un front unique de fait contre le gouvernement Pinay.

Mais tout ceci qui devrait contribuer à la réunification du front ouvrier ne trouve que peu d'écho au niveau des directions et des partis.

Les dirigeants socialistes répondent chaque jour NON à l'unité d'action avec le Parti communiste français, ils le disent dans « Le Populaire » au nom des groupes locaux. Les déclarations et appellent les centaines de milliers de travailleurs qui ont rejeté leur direction, à rejoindre le prétendu mouvement ouvrier libre. Jean-Pierre Pichon, reste très modéré en traitant cela de bavardages. Ces dirigeants socialistes prouvent qu'ils ne peuvent

être convaincus qu'en étant submergés.

La politique du P.C.F. permet-elle cette subversion ? Le secrétaire Le-cœur vient de consacrer une série d'articles au travail politique dans les entreprises. Mais alors que l'avènement de Pinay rend possible une lutte politique large de toute la classe ouvrière, aucun programme d'action politique n'est présenté à la direction socialiste portant sur l'échelle mobile, la défense de la Sécurité sociale, des libertés démocratiques et des droits acquis, des nationalisations, la négociation avec les représentants et les dirigeants du mouvement populaire des pays coloniaux, le retrait des corps expéditionnaires et revendiquant le pouvoir pour les représentants ouvriers. Un tel programme, réellement désiré de tous les travailleurs ne laisserait aucune échappatoire à ceux qui risent et défendent en réalité d'autres intérêts que ceux du monde du travail.

La réalisation de l'unité d'action politique n'est pas un problème technique. C'est un problème de conscience de la R.A.T.P. écrit à Lecœur qui à l'entreprise toute agitation politique a comme point de départ l'action revendicative des ouvriers » ce n'est pas un principe général qu'il énonce. Il s'agit d'un phénomène immédiat, conjoncturel. Le militant qui écrit ce texte ne s'occupe pas d'aujourd'hui, dans la lutte commune avec les travailleurs socialistes, facilement atteinte à partir des revendications les plus élémentaires, les problèmes politiques se posent et trouvent leurs solutions sans difficultés, parce qu'il s'agit alors des revendications politiques propres de la classe ouvrière. Par contre, l'unité d'action ne peut se limiter sur des mots d'ordre coupés des préoccupations générales de la classe, sans les nouvelles directions qui ne sont pas ceux de toute la classe mais seulement ceux de la bureaucratie du Kremlin.

# L'opération gangster en Tunisie

LA mission « civilisatrice » de l'impérialisme français est parfaitement éclairée par les derniers événements de Tunisie.

Les « Grands Principes » de démocratie, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du respect de la personne humaine et autres poncifs sont si totalement réduits en cendres, que personne même parmi les plus cyniques stépidés de la bourgeoisie ne cherche à masquer la réalité de violence, de misère, de sang qui est l'appanage de la domination colonialiste.

Démocratie ? Etat de siège, censure et mise hors la loi du Néo-Destour ! Droit du peuple à disposer de lui-même ? Arrestation du ministre tunisien ! Respect de la personne humaine ? Rafistage et camps de concentration !

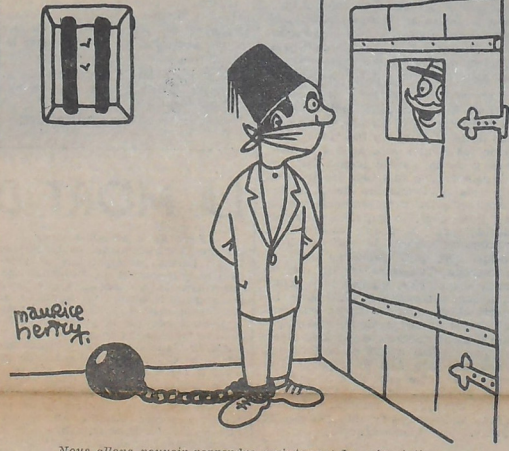
La violence sans phrases, voilà la politique du résident R.P.F. de Hauteclocque, politique à laquelle il faut associer le nom du « socialiste » Vincent Auriol. Les lauriers de Noske qui noya la révolution allemande dans le sang en 1918 empêchent évidemment de dormir le très socialiste président de la République française ; pour lui l'estime des colons affameurs et des officiers réactionnaires a plus d'importance que le sort des masses affamées.

Une nouvelle étape dans la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain

Jusqu'aux derniers moments d'Iran, d'Égypte et de Tunisie, l'impérialisme américain se faisait illusion de prendre un visage « anticolonialiste ». Les magnats de Washington préféraient la forme indirecte d'exploitation, telle qu'ils l'exercent en Amérique du Sud.

Jusqu'à ces derniers temps Washington conseillait au gouvernement français une telle politique, qui à d'ailleurs été en partie suivie par l'impérialisme hollandais en Indonésie sur leur injonction. Mais les luttes dans le Proche-Orient et en Afrique du Nord ont démonté aux impérialistes « occidentaux » qu'à travers des mouvements d'indépendance nationale, même dirigés par des leaders bourgeois et petits-bourgeois, les masses mobilisées se dressaient en vue de détruire la domination de l'impérialisme.

Les divergences de détail qui existaient entre les différents impérialismes et qu'on utilisait à juste titre les partis nationalistes, dans le passé, ont fait place à une politique commune et à une stratégie unifiée. En Tunisie nous voyons se manifester cette politique d'abord conjointement à Londres - Washington et Paris et exécutée par l'impérialisme français.



M. LEQUENNE.

Les objectifs que nous nous étions fixés pour le soutien des militants et sympathisants de chez Renault ont été atteints et dépassés. Nous en remercions tous ceux qui nous ont ainsi permis de mener la lutte jusqu'au bout.

L'effort réclamé pour le soutien de ce combat a retardé la campagne pour « La Vérité ». Un effort plus grand doit donc maintenant être fait pour rattraper ce retard et atteindre à la date fixée les 500.000 fr. qui nous sont nécessaires.

Au moment où de nouvelles luttes se développent dans le pays « La Vérité » doit avoir les moyens de faire entendre haut sa voix. Abonnez-vous ! Souscrivez !

**En avant pour le demi-million**

Pierre LAMBERT. (Suite page 3.)

# APRES LA BATAILLE DES LICENCIEMENTS Premier round chez Renault

UNE grande bataille vient de se clore. Les licenciés de chez Renault ont demandé leur compte, tous ensemble, le lundi 24 mars 1952.

Pendant 42 jours, 270 ouvriers ont tenté de faire échec à la répression patronale et policière. Pendant 42 jours, diverses méthodes ont été utilisées pour faire réentendre les ouvriers frappés de sanction. En vain... Lefaucheux, appuyé sur l'appareil d'Etat, les tribunaux et la police, a eu momentanément raison de la volonté combative des travailleurs. Cette opération, il faut le dire et le crier bien haut, est une opération politique qui ne vise rien moins qu'à détruire, morceau par morceau, le mouvement ouvrier français.

# LA MORT DE L'OUVRIER GADOIS

LE 18 mars est mort à Melun, écrasé par un camion militaire américain, l'ouvrier du bâtiment Alfred Gadois. Gadois faisait partie d'un cortège de grévistes qui s'était rendu à Melun pour la défense de leurs revendications. Ce dramatique événement aurait pu incontestablement être évité, si le conducteur du camion américain avait attendu la fin de la manifestation pour circuler. La bourgeoisie française effrayée par les répercussions que cette affaire pouvait avoir, a accumulé par après les plus ignobles provocations : Gadois, qui agonisant avait demandé à être enterré par ses heures après sa mort transféré mystérieusement par les « pouvoirs publics » à des centaines de kilomètres de Melun, les travailleurs venus en grand nombre le samedi suivant rendirent hommage à leur camarade furent arrêtés sur les routes et dans les journaux « l'Humanité », « Ce Soir », « Libération » sont l'objet de poursuites : le conducteur du camion américain, le capitain Zerfoss, protégé par les autorités américaines et le gouvernement français, semble ne pas devoir être poursuivi.

Gadois avait 35 ans quand il est mort, c'est-à-dire toute une vie devant lui ; il avait aussi une petite fille à élever. Mais là ne s'arrête pas l'aspect dramatique de cette affaire : plus profondément la mort de Gadois c'est un coup porté au prolétariat qu'il soit français ou américain.

Un soldat américain a tué un ouvrier français et cela au moment où l'impérialisme américain intensifie ses préparatifs de guerre et où grandit en cette guerre l'hostilité des travailleurs américains et de ceux qui en sont les principaux instigateurs.

C'est toujours au moment des guerres.

Michèle MESTRE. (Suite page 2.)

# Tromper n'est pas informer Monsieur Martinet !

M. MARTINET est, paraît-il, particulièrement renseigné sur ce qui se passe dans le P.C.I. Il possède des « débats passionnés », il suit le « drame » dans toutes ses péripéties. Encore faudrait-il informer le lecteur sans chercher à l'induire en erreur. Car M. Martinet si sûr, si impartial, si « historien » des discussions doctrinales, troque volontiers l'arme de l'information contre l'arme de l'insultation. Au lieu de découvrir les « événements » ont amené les trotskystes à changer d'opinion vis-à-vis de l'U.R.S.S. On attend avec impatience la formulation de ce changement. Hélas, la révélation est à la taille de l'auteur et non du sujet. Les trotskystes considèrent, paraît-il, « qu'ils doivent se trouver, dans le moment présent dans le même camp que l'U.R.S.S. ». Mais de quand date ce changement sensationnel. M. Martinet ? Quand à quel moment, les trotskystes ont-ils jadis eu un avis contraire à celui que vous leur découvrez subitement ? Trotsky et les partisans de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme ? N'est-ce pas là un de ces « vieux schémas », une de ces « conceptions dont les restes prisonniers » et qui font d'eux des rentiers politiques vivant d'un capital de souvenance comme le dit M. Martinet avec une élégance exquise ? Pourquoi n'examine-t-il pas que les trotskystes, à chaque moment quand une menace militaire pesait sur l'U.R.S.S. se déclaraient ouvertement dans le camp de l'U.R.S.S. ? Pourquoi n'explique-t-il pas que l'article de Trotsky qu'il tronque en tirant une citation hors de son

# TRUMAN s'efface devant EISENHOWER

IL est encore difficile d'affirmer sans réserve que la « bombe » Truman, annonçant qu'il ne sera pas candidat à la présidence, n'est pas une manœuvre de ce politicien rusé. Mais il y a de très grandes chances que l'affaire soit sérieuse et que Truman, le seul candidat valable du parti démocrate, se soit vu imposer par Wall Street un déstabilisme de fait au profit d'Eisenhower. Le parti démocrate ne mettrait dès lors en course qu'un candidat mineur, un veineux d'avance, dont le rôle serait de maintenir au yeux de l'électeur la fiction d'une lutte entre les deux grandes machines électorales, alors que les élections devaient venir.

viendrait un plébiscite pour Eisenhower : une manifestation d'union sacrée.

Ce qui fait de cette hypothèse, si contraire aux intérêts de la vieille machine démocrate, une quasi-certitude, c'est l'orientation trémolante de la bourgeoisie américaine vers la guerre, pressée par d'insolubles contradictions économiques, hantée par le spectre de la crise, engagée dans l'aventure sans retour d'un prodigieux budget d'armement, terrifiée par la montée générale des luttes d'émancipation des peuples, la bourgeoisie yankee veut pousser au pouvoir « l'homme à cheval », le militaire, celui qui doit être le président de la troisième guerre mondiale. Les élections doivent servir à briser les vestiges de l'union sacrée, à enchaîner les appareils syndicaux, à préparer la prise en main de l'exécutif par le Pentagone. Eisenhower veut donc éviter un duel Truman-Eisenhower, qui risquerait de stimuler la défiance des masses américaines à l'égard des militaires, et qui aboutirait à un vote pour ou contre le Pentagone, pour ou contre la guerre.

(Suite page 3.)

(Suite page 3.)

D. RENARD. (Suite page 4.)

FAITS TRES DIVERS

M. BRIN, premier président de la Cour des comptes et Maître Poupard, notaire à Aulnay, avaient une femme; la même A. Paris, Mme la présidente Brin, grande dame de la quatrième république était présentée à la reine d'Angleterre comme une des personnalités les plus officielles. A Aulnay, Mme Poupard, la notaire respectée, ne faisait pas de tapage, elle faisait parler les morts. Elle les faisait même écrire; ce qui est autorisé sauf quand il s'agit de testament en faveur du thaumaturge. Elle franchit cette limite et fut attaquée par l'impitoyable conteuse et son frère, sa sœur, la femme comtesse et son frère, L'honneur du nom c'est bon pour les romans d'Henry Bordeaux.

librement le leur. Hélas ! un jeune magistrat ambitieux et indiscipliné flanqua la notaire-présidente en prison. Scandale ! M. Pinay mit le premier président Brin à la retraite. Terrible châtiment ! le pire que prévoit le code français, plus grave même que la peine de mort, puisque c'est cette sanction qui fut infligée au général Reveax, chef d'état-major de l'armée française, coupable de haute trahison. Quand à Mme Poupard-Brin elle écopa une bonne quinzaine de jours de prison.

Jean Deshayes lui n'était président de rien du tout. S'il a vu la reine Elisabeth, c'est au cinéma. Après quatre ans de stalag, il était dockeur à Nantes. Un meurtre fut commis dans son quartier. Les gendarmes l'interrogèrent d'une manière attentive. Après quelques heures du traitement classi-

que, il avoua. Ensuite, bien sûr, il se rétracta puisqu'il était innocent comme on s'en aperçut par la suite.

Au procès, on ne peut naturellement rien lui reprocher, aucune preuve. Mais... Jean Deshayes ne travaillait pas tous les jours ! Ceci n'a rien d'extraordinaire pour un dockeur car lorsqu'un bateau n'est « arrivé dans le port au cours de la nuit, les dockers n'ont plus qu'à aller attendre leur matras allocation de chômage et à attendre une aube plus propice » comme l'écrivit « France-Soir » pourtant peu suspect de gauchisme. M. Auguste Jean, un des jurés ne vas pas chercher si loin : « Un homme qui ne travaille pas régulièrement, on se demande de quoi il vit ? ». Certes, il y avait un doute, sans cela nous l'aurions condamné à mort » déclare M. Friu, un autre juré. « C'est pourquoi, dit M. Loriot, juré également, notre première préoccupation avait été d'être justes, de rendre un verdict humain. Après la lecture de l'acte d'accusation, le défilé de témoins, le réquisitoire et les plaidoiries, il était impossible de se faire une idée exacte de l'affaire. Tout le crime, l'instruction, le procès paraissent s'être déroulés sous le signe de la confusion, du doute ».

En conséquence, on infligea à Jean Deshayes une peine modérée, ni la condamnation à la retraite, ni même la condamnation à mort; dix ans de réclusion seulement.

Quatre ans plus tard, les vrais coupables furent retrouvés. Jean Deshayes ne resta plus en prison qu'une quinzaine de jours, « pour la forme ».

Le 21 mars, Marie Poupard et Jean Deshayes étaient libérés. En somme, tout finit bien !

Jean DUCHENNE.

Il y a 81 ans : LA COMMUNE

L'essence du Pouvoir Ouvrier

Aujourd'hui que le régime bourgeois se lézarde et s'ébranle, les travailleurs peuvent se tourner vers l'exemple que donna la Commune il y a 81 ans. Elle donna au pouvoir ouvrier une première forme que la révolution d'octobre devait développer. Répondant au lendemain de son immense et tragique expérience en terre magistralement les leçons. Ses conclusions sont toujours pleinement valables. Elles offrent les solutions à nos problèmes. Là est la voie qu'il faut suivre; là sont les lignes principales du programme que doivent reprendre les organisations ouvrières, du programme du gouvernement ouvrier et paysan.

EXTRAITS DE « LA GUERRE CIVILE EN FRANCE » DE KARL MARX

Le premier décret de la Commune supprima l'armée permanente et le remplaça par le peuple armé...

...La Commune fut composée de conseillers municipaux choisis par le suffrage universel dans tous les arrondissements de la ville, responsables et révocables à de courts intervalles. La majorité de ses membres étaient, naturellement, des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être, non pas une assemblée parlante, mais une assemblée agissante; elle avait en même temps le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. La police, au lieu de continuer d'être l'agent du gouvernement central, fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques, et devint l'agent responsable et toujours révocable de la Commune. Le même principe fut appliqué à tous les autres fonctionnaires de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas, la rémunération du service public ne devait être qu'un salaire normal de travailleur. Tous les privilèges et les frais de représentation des grands dignitaires de l'Etat disparaissent avec les dignitaires eux-mêmes. Les fonctions publiques cessèrent d'être la propriété particulière des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais aussi toute la direction jusqu'aux échelons supérieurs furent remises aux mains de la Commune.

Les magistrats devaient être dépouillés de leur fausse indépendance qui ne servait qu'à masquer leur vile complaisance envers tous les gouvernements qui se succédaient et auxquels, tour à tour, ils avaient rendu des services de délégué successivement violés. Comme tous les autres serviteurs du public, les magistrats et les juges devaient être électifs, responsables et révocables.

Dans une esquisse d'organisation nationale que l'assemblée parisienne, toute aux nécessités de la lutte, n'eut pas le temps de développer, elle indiqua que la Commune devait être la forme politique de tous les villages, même les plus petits et que dans les cantons ruraux, l'armée permanente devait être remplacée par une milice nationale, avec un temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque arrondissement devaient administrer leurs affaires d'intérêt commun au moyen d'une assemblée de délégués réunis au chef-lieu, et ces assemblées d'arrondissements devaient envoyer des mandataires à la délégation nationale à Paris, chaque élu étant révocable et tenu par le mandat impératif de ses électeurs. Les fonctions, en petit nombre, mais très importantes, qui restaient au pouvoir du gouvernement central n'étaient pas supprimées, comme on l'a dit fausement, mais bien remplies par des agents communaux, et par conséquent strictement responsables.

L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée d'après le principe communautaire, et devenir une réalité par la destruction du pouvoir central, qui prétendait être le corps même de cette unité, n'étant que la nation — dont il n'était qu'une excroissance parasite et supérieure à elle. En même temps qu'il impulement le vieux pouvoir gouvernemental de ses organes purement repressifs, on ar-

chait à une autorité qui usurpait la prééminence et se plaçait au-dessus de la société, ses fonctions utiles en communisme comme le suffrage individuel sert tout industriel dans sa recherche d'ouvriers ou de contre-maitres; et c'est un fait bien connu que les compagnies, ainsi que les particuliers, quand il s'agit vraiment d'affaires et de pratique, savent généralement mettre chacun à sa place, et que s'il leur arrive de se tromper, elles ont vite fait de réparer leur erreur. D'autre part rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par un système de nominations hiérarchiques.

Service d'Éditions et de Librairie S.E.L. 46, rue de l'Arbre-Sec, PARIS (13<sup>e</sup>)

Malgré la passivité des dirigeants de l'U.N.E.F. LES ÉTUDIANTS N'ACCEPTENT NI LES 18 MOIS, NI LA P. M. S.

C'est un secret pour personne que la guerre colonialiste d'Indochine immobilise et détruit l'essentiel des cadres de l'armée française. Comment dans ces conditions encadrer les nouveaux contingents que la loi des deux ans va fournir ? Il faut trouver de nouveaux cadres, et, pour cela, les étudiants sont tout indiqués. Malheureusement, engagés dans des études souvent fort longues, ils ne sont pas pressés de faire leur service militaire; il faut donc les amener à réviser leur suris en cours d'études, malgré le préjudice considérable que cela va leur causer. Le débrayage que chef organise alors un chantage ignoble auprès des suralistes : « Si vous ne voulez pas faire dix-huit mois : — révisiez votre suris avant avril, c'est-à-dire avant de passer les examens qui sanctionnent une année d'études; — dépensez votre temps, votre argent et votre énergie en suivant les cours de préparation militaire supérieure en cours d'année; — ou bien, si par « mauvaise volonté » vous vous êtes refusés à suivre ces cours, gachez vos vacances d'été par un stage de cinq semaines de P.M.S.

LA MORT DE L'OUVRIER A. GADOIS

Suite de la première page. res que le chauvinisme se développe. Il est l'arme principale de la bourgeoisie à la retraite, ni même la condamnation à mort; dix ans de réclusion seulement.

Alfred Gadois était un militant actif de la C.G.T. Au lendemain de sa mort, le Bureau de la C.G.T. adressait un télégramme aux travailleurs et aux syndicats américains : C.I.O. et A.F.L.

Cette judicieuse initiative aurait pu servir à porter atteinte au chauvinisme et à l'anticommunisme que le grand capital américain et sa presse propagent dans les rangs de la classe ouvrière américaine. Mais pour cela il aurait fallu que ce télégramme de protestation contre la mort d'Alfred Gadois précise en termes clairs que la C.G.T. et les millions de travailleurs qui la suivent ne confondent pas et ne confondront jamais l'ouvrier américain sur son uniforme avec son exploitateur; il aurait fallu que ce télégramme s'adresse en termes formels aux travailleurs syndiqués d'Amérique; qu'il les appelle eux aussi à combattre pour le retour des soldats américains dans leur pays; qu'il les demande à eux qui sont les travailleurs les plus conscients des U.S.A., puisse syndiqués, de s'adresser dans ce sens spécialement aux soldats américains.

Hélas, ce télégramme de la C.G.T. était plutôt un ultimatum empreint de cette conception que tous les Américains des assaillants de nos soldats. En Tunisie, à 1.500 km. de Paris, il y a des Français qui se comportent comme un véritable Gestapo qui pillent et violent l'écrivain Léon Feix, dans « l'Humanité », du 24 et

pourtant avec juste raison, le Parti communiste tunisien ne fait pas écrire par ses militants sur les murs de Tunis ou de Gabès, les mots « Français » ou « Américain ». Il dénonce le colonialisme français; il ne confond pas le prolétariat français avec les exploitateurs de ce prolétariat qui sont aussi les exploitateurs du peuple tunisien.

Pendant des années ce fut contre le peuple allemand que les dirigeants du Parti communiste français développèrent une terrible politique chauvine. Maintenant — et nous ne pouvons que nous en féliciter — la politique « anti-allemande », « anti-boche » a été abandonnée par ces mêmes dirigeants. C'est ainsi que dans les « Cahiers du communisme » du mois de mars, Marcel Servin a écrit une étude intitulée : « L'internationalisme prolétarien passe l'action solidaire des Partis communistes de France et d'Allemagne ». Pourquoi entretenir le chauvinisme « anti-américain » quand on a renoncé au chauvinisme « anti-allemand » ? Pourquoi limiter l'internationalisme prolétarien aux seuls rapports des travailleurs français et allemands ? L'internationalisme prolétarien est une conception universelle qui repose sur la réalité des classes, sur la réalité de l'entité qui unit tous les prolétaires par delà les frontières entre leurs exploitateurs capitalistes.

Afin de ne pas favoriser la bourgeoisie — et plus spécialement la bourgeoisie américaine — les travailleurs communistes de ce pays doivent combattre le chauvinisme anti-américain. Si cette politique se poursuit, elle coûtera beaucoup de larmes et de sang au prolétariat français car elle rendra très difficile la désintégration des armées américaines.

LA VIE DU JOURNAL

ABONNEMENTS 3 abonnements de six mois, 7 abonnements d'un an, 1 abonnement de soutien ... 4.650 fr. Total général ... 9.600 fr.

CONFERENCE

parlera, le vendredi 4 avril, à 20 h. 30, salle de la C.P.C. « Entrefrères Fraternels », 5, rue Lagelbach (XVII<sup>e</sup>)

SOLIDARITE

aux licenciés de chez Renault D. (Rhône), 600; T. (Montauban), 1.000; N. (Marseille), 300; Sautet (Loire), 250; T. et M. (Marseille), 600.

LE CINE-CLUB « PIONNIER » communique qu'il organise une séance exceptionnelle au cours de laquelle passeront deux importantes bandes dont

Daïsa

SAMEDI 5 AVRIL à 20 h. 30 précises Salle des Ingénieurs Civils 19, rue Blanche

Les lecteurs et amis de « La Vérité », les sympathisants et militants du P.C.I. sont cordialement invités.

Alfred Gadois ne sera pas mort vainement si sa mémoire sert à combattre l'anticommunisme et le chauvinisme, et si elle sert à servir une arme entre les mains des communistes de ce pays pour œuvrer à la désintégration de l'armée américaine.

Michèle MESTRE.

HOLLYWOOD

prépare la guerre

DANS la préparation à la guerre le cinéma joue un rôle essentiel. Les U.S.A. ne s'y trompent pas, qui diffusent à travers les pays occupés ou non par leurs troupes, des « séries » de films destinés tant à consolider leur position prédominante dans le monde qu'à justifier devant l'opinion internationale leur intervention.

Deux films sont particulièrement révélateurs à ces égards. « TERESA » nous conte l'histoire d'une Italienne qui épouse un soldat américain. Celui-ci ne peut l'imposer à sa famille et s'avère faible et brutal. La femme, déracinée, voit s'éteindre en outre son rêve d'une vie dorée.

Les problèmes soulevés par la misère dans les pays européens se retrouveraient-ils donc en Amérique ? Les questions sont évasives grâce à la psychanalyse « l'homme est en proie, non à des conflits réels essentiels, mais à des troubles psychologiques d'ordre purement personnel; sa conscience se trouve sous l'emprise totale de sa mère, et c'est de la tyrannie exercée par celle-ci sur son enfant, de l'enfance de l'homme. Les perturbations provoquées par la dernière guerre, à l'échelle universelle, un instant entrevues, cèdent la place à l'analyse de son développement. En dernier ressort, l'idée conductrice du film devient : un individu peut avoir été gravement touché par la guerre, mais les blessures profondes provoquées toujours du « mal » qui est en lui. Implicitement les personnages prennent valeur d'exceptions, isolées de la norme réelle du monde. Morale : la dernière guerre n'a pu précipiter la chute vers l'anormal que d'individus déjà prédisposés. Elle n'intervient que comme un accident, et non en tant que cause directe.

La transition, entre le conflit qui s'est clos sur un provisoire partage du monde et la guerre prochaine, s'opère actuellement et devient le moyen de masquer les buts réels de l'impérialisme devant les masses, tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Ceci fait l'objet de « UN FRANÇAIS EN CORÉE », entre autres.

Qu'il est facile d'ordonner des images de façon à démontrer la pureté et le désintéressement qui entrent dans les gloires militaires « UN Français en Corée ! Quelle constance dans l'usage des mots et liberté » et « démocratie » dans la bouche de ces hommes, contents sous l'impulsion de défendre la paix ! Quant à l'argent, il demeure le même depuis que ce genre de film existe : le héros est celui qui « n'y croit ni à l'argent ni à l'ennemi » depuis qu'il « y est allé ». Il n'est plus question de remplacer le soldat dans son milieu d'origine, comme dans « Teresa ». La simple vue des « masses » opérés par les « faunes » (ou les « rouges ») suffit à le convaincre.

Excès ou simplification extrême de la psychologie, surtout le mépris de la réalité, telle est la caractéristique des bandes sorties de l'usine à propagande yankee. De toute façon, les vrais problèmes sont esquvés. THEVENIN.



